

Unité départementale du Rhône
5 Place Jules Ferry
69006 Lyon

Lyon, le 17/12/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 13/11/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

RENAULT TRUCKS SAS

402 avenue Charles de Gaulle
69200 Vénissieux

Références : UD-R-CTESSP-25-395-LD
Code AIOT : 0006103844

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13/11/2025 dans l'établissement RENAULT TRUCKS SAS implanté 402 avenue Charles de Gaulle 69200 Vénissieux. L'inspection a été annoncée le 09/09/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La présente visite s'inscrit dans le contexte des suites des précédentes visites de l'année 2024 ainsi que du contrôle inopiné réalisé en date du 1er au 2 juillet 2025 qui a permis de constater des non-conformités en lien avec les rejets aqueux de l'établissement.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- RENAULT TRUCKS SAS
- 402 avenue Charles de Gaulle 69200 Vénissieux
- Code AIOT : 0006103844

- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société RENAULT TRUCKS, appartenant au groupe AB VOLVO, est spécialisée dans les études, le développement et la fabrication de véhicules poids lourds et utilitaires. Les activités industrielles exercées dans l'établissement par l'exploitant comprennent notamment les activités d'assemblage de moteurs et composants, d'emboutissage permettant de fabriquer la carrosserie des cabines, d'essais de moteurs fabriqués ainsi que le centre de distribution de pièces de rechange.

L'exploitation de l'établissement situé à Vénissieux est autorisée par l'arrêté préfectoral du 23 mai 2018 modifié, pour les rubriques et régimes suivants de la nomenclature des ICPE:

- 1510-1: Entrepôts (autorisation - installations relevant désormais du régime de l'enregistrement);
- 2560-B1: Travail mécanique des métaux (enregistrement);
- 2921-a: Installations de refroidissement (IRDEFA) (enregistrement);
- 2930-1: Atelier de réparation (enregistrement);
- 2931: Atelier d'essais moteurs (autorisation);
- 2940-2: Application de peintures (enregistrement);
- 3110: Combustion, puissance thermique nominale totale \geq à 50MW (autorisation).

Le site relève également du régime de la déclaration pour plusieurs rubriques, dont la rubrique 1185-2 relative à l'emploi de gaz à effet de serre fluorés ou substances appauvrissant la couche d'ozone dans des équipements clos en exploitation.

Contexte de l'inspection :

- Inspection spécialisée produits chimiques

Thèmes de l'inspection :

- Air
- AN25 Fluides frigos
- Eau de surface
- Fluides frigo/SAO/GESF

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;

- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Gestion des eaux pluviales et des eaux usées ou de process	Arrêté Préfectoral du 23/05/2018, article 4.4 (§ 4.4.2 et 4.4.4)	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande de justificatif à l'exploitant	4 mois
2	Maintenance et Test des moyens	Arrêté Préfectoral du 23/05/2018, article 8.2 (§	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande d'action corrective	3 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
	incendie	8.2.7), 8.3 (§ 8.3.4) et 8.5 (§ 8.5.3)			
3	Confinement des eaux incendie	Arrêté Préfectoral du 23/05/2018, article 8.4 (§ 8.4.1)	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande d'action corrective	3 mois
6	Valeurs Limites d'Emissions effluents aqueux	Arrêté Préfectoral du 23/05/2018, article 4.4.5; et 4.4.9.1	/	Demande de justificatif à l'exploitant	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
4	Confinement – Carnet d'entretien des équipements	Code de l'environnement du 28/12/2015, article R. 543-82	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet
5	Contrôle périodique des équipements	Arrêté Ministériel du 29/02/2016, article 4	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Cette visite d'inspection a permis de relever plusieurs non-conformités vis-à-vis des prescriptions examinées. L'exploitant devra tenir à disposition de l'Inspection, selon les délais mentionnés dans les fiches de constat du présent rapport, les éléments permettant de justifier de la mise en œuvre des actions correctives nécessaires pour traiter les non-conformités précitées.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Gestion des eaux pluviales et des eaux usées ou de process

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/05/2018, article 4.4 (§ 4.4.2 et 4.4.4)

Thème(s) : Risques chroniques, Rejets dans l'eau

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 11/12/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 15/05/2025

Prescription contrôlée :

- Les rejets directs ou indirects d'effluents dans la (les) nappe(s) d'eaux souterraines ou vers les milieux de surface non visés par le présent arrêté sont interdits.
- Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées, notamment par ruissellement sur des aires de stationnement, de chargement et déchargement, sont collectées par un réseau spécifique et traitées par un ou plusieurs dispositifs de traitement adéquat permettant de traiter les polluants en présence.

Constats :

Rappel des précédentes visites :

Suite aux visites du 28/08/2019 et du 26/05/2020, l'Inspection avait demandé à l'exploitant de l'informer de la suite des travaux concernant l'amélioration de la gestion des eaux pluviales, particulièrement sur la zone "GTT". Le rapport de diagnostic de l'état des réseaux du secteur GTT, daté du 23/11/2020, signalait plusieurs non-conformités.

L'exploitant a ensuite transmis un rapport d'étude (plan de mise en conformité) le 23/02/2023 (version définitive du 08/12/2022). Les travaux ont été constatés lors de l'inspection de 2024.

L'inspection de 2024 avait conclu à deux demandes pour solder ce point :

- justifier que les branchements d'eaux usées ou de process vers le réseau pluvial ont été supprimés, ou que cette suppression est comprise dans la première tranche des travaux programmés.
- porter à la connaissance de la préfète du Rhône les modifications relatives la gestion des eaux pluviales de l'établissement avec tous les éléments d'appréciation utiles. Il intégrera dans le dossier à transmettre un calendrier prévisionnel de suppression des rejets d'eaux usées au milieu naturel issus du déversoir d'orage (y compris investigations complémentaires), en justifiant que les délais retenus ne peuvent être réduits.

Présente visite :

L'exploitant indique qu'une partie des branchements a été supprimée dans le cadre de travaux réalisés en 2025 notamment concernant la suppression du déversoir d'orage.

Il précise que dans chaque nouveau projet impactant la voirie et les sous-sols, la séparation des EU/EP est mise en œuvre, lorsque cela est possible techniquement.

Il indique ne pas pouvoir remettre le PAC concernant les modifications relatives à la gestion des eaux pluviales avant la fin du premier trimestre 2026. Ce dossier sera instruit par l'Inspection en même temps que tous les autres PAC en attente de compléments, dans l'optique d'une mise à jour de l'arrêté préfectoral.

S'agissant des branchements d'eaux usées ou de process vers le réseau pluvial identifié dans le cadre de l'étude de diagnostic (L10 et C70/C80), l'exploitant n'a pas été en mesure d'indiquer s'ils ont été supprimés ou si leur suppression est prévue dans le cadre des travaux à venir.

<p>L'inspection constate sur site la réalisation des parties de travaux visibles, notamment la suppression du déversoir d'orage.</p> <p>Par courriel du 2 décembre 2025, l'exploitant a fourni un plan permettant de constater les aménagements réalisés concernant la zone Sud-est du site. Il n'est cependant pas en mesure de fournir le DOE de réception des travaux, une réserve ayant été soulevée par l'exploitant fin novembre.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'Inspection demande à l'exploitant de lui fournir dans un délai de 4 mois le DOE de réception des travaux réalisés concernant la zone Sud-est du site ainsi que le porter à connaissance de la préfète du Rhône les modifications relatives la gestion des eaux pluviales de l'établissement avec tous les éléments d'appréciation utiles.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 4 mois</p>

N° 2 : Maintenance et Test des moyens incendie

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/05/2018, article 8.2 (§ 8.2.7), 8.3 (§ 8.3.4) et 8.5 (§ 8.5.3)</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Risque incendie</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 11/12/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective • date d'échéance qui a été retenue : 15/03/2025
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>- Vérification périodique et maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux référentiels en vigueur.</p> <p>- Appareils incendie publics ou privés implantés à proximité des installations à risque permettant de fournir un débit de 60 m³/h pendant au moins 2 heures, un débit de 600 m³/h sous 3 bars étant assuré en toutes circonstances.</p>
<p>Constats :</p> <p><u>Rappel des précédentes visites :</u></p> <p>L'inspection avait relevé lors des précédentes visites que la ressource en eau disponible était insuffisante pour plusieurs scénarios au regard des besoins en eau actualisés (guide D9) et du débit prévu par l'arrêté préfectoral (600 m³/h). Il avait donc été demandé à l'exploitant de transmettre un plan d'actions accompagné d'un calendrier de réalisation, afin que la ressource en eau disponible réponde aux besoins en eau pour assurer la défense incendie des installations.</p>

eau disponible réponde aux besoins en eau pour assurer la défense incendie des installations.

Constat de la présente visite :

L'exploitant présente l'étude DEKRA de mars 2024 déjà présentée lors de la dernière inspection (scénarios des besoin en eau).

Dans l'optique d'avancer sur ce sujet, l'exploitant a indiqué avoir échangé avec le SDMIS le 18 avril 2025 pour valider un plan d'actions permettant de répondre aux exigences réglementaires concernant le besoin en eau, notamment prenant en compte une période transitoire avant réalisation du projet Colisée à l'horizon 2028.

A ce titre, une réunion a été planifiée le 6 février 2026.

L'inspection constate qu'aucun plan d'actions n'a été transmis.

L'exploitant indique que dans le cadre de la refonte de l'arrêté préfectoral prévue en 2026, il travaille actuellement à proposer des solutions permettant d'assurer les besoins en eau pendant la période transitoire avant mise en oeuvre du projet Colisée en 2028. En effet, les besoins en eau vont évoluer à la baisse suite au déménagement des activités logistiques sur l'ancien site ICPE.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'Inspection demande à l'exploitant de transmettre sous 3 mois un plan d'actions, accompagné d'un calendrier de réalisation n'excédant pas 6 mois, afin que la ressource en eau disponible réponde aux besoins en eau pour assurer la défense incendie des installations durant la période transitoire avant la réalisation du projet Colisée ainsi qu'après cette période.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : Confinement des eaux incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/05/2018, article 8.4 (§ 8.4.1)

Thème(s) : Risques accidentels, Risque incendie

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 11/12/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 15/05/2025

Prescription contrôlée :

- Confinement des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, d'un volume déterminé par l'exploitant en calculant la somme :
 - du volume d'eau d'extinction nécessaire à la lutte contre l'incendie,
 - du volume de produit libéré par l'incendie,
 - du volume d'eau lié aux intempéries (10 l/m² de surface drainée).
- Dispositifs d'obturation des réseaux :
 - si confinement extérieur : orifices d'écoulement munis d'un dispositif automatique d'obturation et, en cas de système non gravitaire, système de relevage autonome ;
 - si confinement interne (interdit lorsque des matières dangereuses sont stockées) : orifices

d'écoulement en position fermée par défaut.

Constats :

Rappel des précédentes inspections :

L'inspection avait constaté :

- des anomalies concernant les obturateurs du site ;
- l'insuffisance des volumes de rétention disponibles en cas de sinistre.

L'inspection avait alors demandé à l'exploitant :

- de poursuivre la correction des anomalies relevées sur les obturateurs;
- de fournir un plan d'actions accompagné d'un calendrier de réalisation afin que les volumes de rétentions disponibles répondent aux besoins en rétention des eaux d'extinction d'incendie.

Présente inspection :

Lors de la présente visite, l'inspection n'a pas pu obtenir la preuve de l'installation des obturateurs en sortie de site permettant d'assurer un volume de confinement. De plus, les documents justificatifs des actions réalisées sur les différents obturateurs n'étaient pas disponibles.

Par courriel du 2 décembre 2025, l'exploitant envoie à l'inspection un fichier de suivi de l'ensemble des obturateurs du site ainsi que les fiches de contrôle annuel de chaque obturateur. Il indique que le parc d'obturateurs présents sur le site de Lyon fait l'objet d'un renouvellement partiel chaque année (budget conséquent). Ainsi, une priorisation est arbitrée de façon triennale. 3 obturateurs ont été remplacés en 2025, 5 en 2024 et 11 obturateurs sont identifiés dans le plan de renouvellement à 3 ans.

L'exploitant a fait installer en dates du 25 et 26 novembre 2025, des obturateurs en sortie des sites de Vénissieux et de Saint-Priest associés à des procédures de déclenchement manuel et permettant de confiner sur site les eaux d'extinction incendie en cas de sinistre.

Conformément à l'étude incendie réalisée par DEKRA en mars 2024, les volumes de rétention, en prenant en compte les obturateurs en sortie de réseau installés sont de 5 000 m³ pour St Priest et 6 297 m³ pour Vénissieux. La

Au regard de ces différents volumes de confinement et comme précisé dans le précédent point de contrôle, il est prévu le 6 février 2026 une réunion spécifique entre l'Inspection, l'exploitant et le SDMIS pour acter les besoins en eau nécessaires pour le site (en période transitoire avant réalisation du projet Colisée et après réalisation). Ainsi, considérant que le volume de confinement dépend du calcul actualisé des besoins en eau, la conformité sur ce point n'a pas pu être établie le jour de l'inspection.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'Inspection demande à l'exploitant de transmettre sous 3 mois un plan d'actions, accompagné d'un calendrier de réalisation n'excédant à priori pas 1 an, afin que les volumes de rétention disponibles répondent aux besoins en rétention des eaux d'extinction d'incendie des installations durant la période transitoire avant la réalisation du projet Colisée ainsi qu'après cette période.

L'Inspection demande à l'exploitant de poursuivre la correction des anomalies relevées concernant les obturateurs selon le plan de suivi présenté en inspection.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : Confinement – Carnet d'entretien des équipements

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 28/12/2015, article R. 543-82
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention des fuites
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 11/12/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective • date d'échéance qui a été retenue : 23/04/2025
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'opérateur établit une fiche d'intervention pour chaque opération nécessitant une manipulation des fluides frigorigènes effectuée sur un équipement.</p> <p>Pour tout équipement dont la charge en HCFC est supérieure à trois kilogrammes ou dont la charge en HFC ou PFC est supérieure à 5 tonnes équivalent CO2 au sens du règlement (UE) n° 517/2014 du 16 avril 2014, cette fiche est signée conjointement par l'opérateur et par le détenteur de l'équipement qui conserve l'original. L'opérateur et le détenteur de l'équipement conservent un exemplaire de cette fiche pendant au moins cinq ans à compter de la date de signature de la fiche et le tiennent à la disposition des opérateurs intervenant ultérieurement sur l'équipement et de l'administration. (...)</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la précédente visite, l'inspection avait relevé pour certains équipements :</p> <ul style="list-style-type: none"> • des fiches de contrôles périodiques absentes; • des fréquences de contrôles périodiques non respectées; • l'absence de contre-signature par l'exploitant sur certaines fiches de contrôle périodique. <p>Lors de la présente visite, l'exploitant indique qu'il a effectué un rappel sur le processus organisationnel à son sous-traitant qui s'occupe de la prestation de contrôle des équipements contenant des fluides frigorigènes pour les bâtiments immobiliers. Le sous-traitant possède une application qui permet de faire un rappel aux chefs d'équipe sur les échéances des contrôles. L'inspection effectue un contrôle par sondage via l'application et ne constate pas d'irrégularité. L'inspection a rappelé à l'exploitant qu'il est seul détenteur de l'équipement et donc responsable des contrôles réglementaires à réaliser sur ceux-ci.</p> <p>L'inspection a vérifié par sondage les dernières fiches d'intervention sur les équipements :</p> <ul style="list-style-type: none"> • « VGRE-AB7 / Split System / AIRWELL / 111018 » (R22) : La fréquence de contrôle est annuelle. Le dernier contrôle date du 12 mars 2025. La fréquence de contrôle est respectée et la fiche a bien été signée par PRM (détenteur de l'équipement groupe Volvo). • « VGRE-F70 / eau glacée Ciat / CIAT / 018686 » (R407C) : La fréquence de contrôle est semestrielle. Le dernier contrôle a été réalisé le 6 décembre 2024. L'équipement a été

démantelé depuis. L'inspection a consulté la fiche d'intervention de récupération des fluides frigo présent dans l'équipement et n'a pas constaté d'irrégularité.

- « L10 CVL / BIA/ 5011343 » (R23- GTT) : La fréquence de contrôle est semestrielle. Le dernier contrôle a été réalisé le 19/09/2025. La fréquence de contrôle est respectée mais la fiche n'est pas signée par le détenteur. Une autre fiche d'intervention datée du même jour indique une modification de l'équipement et une maintenance de celui-ci avec une recharge de 6 kg et une récupération de 3 kg. Pour cet équipement, les fiches signées ont été envoyées le 2 decembre 2025 à la suite de la visite.

Pour les équipements gérés par GTT (process) : le responsable indique qu'il a établi un fichier de suivi pour chaque équipement présent dans son SCOP et qui permet de visualiser les échéances de contrôle périodique à venir. L'exploitant présente en séance ce fichier de suivi (83 équipements actifs). Ce fichier indique ainsi un retard de contrôle périodique pour 8 équipements. L'exploitant justifie ce retard par une priorisation de changement de fluide d'un équipement spécifique. Ainsi les contrats pour les contrôles périodiques de certains équipements n'ont pas été passés par les équipes de maintenance.

A la suite de la visite, l'exploitant a envoyé, le 2 décembre 2025, les fiches d'intervention de contrôle périodique pour les 8 équipements pour lesquels était identifié un retard dans la fréquence de contrôle. Les fiches sont conformes et signées par le prestataire et l'exploitant.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Contrôle périodique des équipements

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/02/2016, article 4

Thème(s) : Risques chroniques, Prévention des fuites

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 11/12/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 23/04/2025

Prescription contrôlée :

Le tableau de l'article 4 permet de déterminer la période maximale entre deux contrôles prévus à l'article 1er en fonction de la catégorie de fluide, de la charge de l'équipement et du type de système de détection de fuite.

Pour les HFC :

- charge comprise entre 5 et 50 téqCO₂ : 12 mois (sans détection) / 24 mois (avec détection)
- charge comprise entre 50 (inclus) et 500 téqCO₂ : 12 mois (sans détection) / 6 mois (avec détection)
- charge supérieure ou égale à 500 téqCO₂ : 6 mois (détection obligatoire) / 3 mois (exception prévue au III de l'art. 3 de l'AM)

Constats :

En lien avec le constat précédent qui indiquait que les fréquences de contrôles sont respectées suites aux interventions de novembre 2025, l'exploitant a envoyé le 2 décembre 2025 les preuves par photos de l'apposition des macarons obligatoires sur les équipements contrôlés. Ces macarons et les fiches d'intervention (fournies dans le cadre du point précédent) permettent de constater le respect des fréquences de contrôle fixées par la présente prescription.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Valeurs Limites d'Emissions effluents aqueux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/05/2018, article 4.4.5; et 4.4.9.1

Thème(s) : Risques chroniques, Valeurs Limites d'Emissions effluents aqueux

Prescription contrôlée :

4.4.5

VLE pour les débits rejetés :

rejet Vénissieux : 2500 m³/j et 150 m³/h (hors intempéries)

rejet Saint-Priest : 150 m³/j et 10 m³/h (hors intempéries)

4.4.9.1 L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet des eaux résiduaires dans le milieu récepteur considéré, les valeurs limites en concentration et en flux ci-dessous définies.

Les caractéristiques des eaux résiduaires des rejets, notamment la concentration moyenne et le flux journalier de chacun des principaux polluants sont inférieurs ou égales aux valeurs prévues dans les tableaux suivants :

[Voir tableaux de l'AP]

Constats :

Le contrôle inopiné réalisé du 1er au 2 juillet 2025 indique dans le rapport APAVE 134833763-001-1 du 2 juillet 2025 les dépassements suivants :

- rejet Vénissieux et Saint-Priest : pH respectivement 8,91 et 8,82 en prélèvement instantané (VLE entre 5,5 et 8,5) ;
- rejet Vénissieux : concentration en ammonium relevée de 24,4 mg/l (VLE à 15 mg/l) ;
- rejet Saint-Priest : dépassement du volume journalier rejeté de 230,14 m³/j (VLE à 150 m³/j) et du débit maximum instantané de 15,35 m³/h (VLE à 10 m³/h).

L'exploitant indique concernant le pH que des mesures sont réalisées en continu sur l'établissement. Il indique que les dépassements de VLE en lien avec le pH sont ponctuelles et qu'en moyenne journalière les valeurs sont respectées. L'inspection, après vérification des données présentées, constate qu'en moyenne journalière la Valeur Limite en pH est bien respectée.

Concernant l'ammonium l'exploitant indique qu'à part une origine sanitaire, il n'explique pas les dépassements en concentration pour ce paramètre. Cependant, il précise que la VLE en flux n'est jamais dépassée. Il présente l'autosurveillance réalisée sur le site pour ce paramètre qui montre un dépassement systématique de la VLE en concentration lors de prélèvement 24h.

L'exploitant indique qu'il ne comprend pas l'origine de cette concentration très basse pour ce paramètre. et qu'il souhaite présenter une demande de modification de valeur limite pour ce paramètre et que cette demande sera dûment argumentée.

Concernant les dépassements constatés au regard du volume journalier rejeté et du débit

maximum instantané sur le point de rejet Saint-Priest, l'exploitant présente des données mensuelles et l'inspection constate un dépassement régulier du volume journalier rejeté. L'exploitant précise qu'il n'a pas confiance dans son système de mesure (venturi) et qu'il va positionner des nouveaux capteurs au niveau des deux points de rejet du site (9 & 10 décembre 2025) permettant ainsi de mesurer plus précisément les débits/volumes sortants de l'établissement. Il précise que ces valeurs datent de l'arrêté préfectoral de 2009 avec pour origine une activité industrielle et que les valeurs relevées correspondent aujourd'hui à un usage tertiaire. Il souhaite donc proposer une modification argumentée de ces VLE pour la refonte de l'arrêté préfectoral à venir.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection demande à l'exploitant de présenter sous 6 mois ses demandes de modification aux valeurs limites en ammonium, volumes journaliers rejetés et débits maximum instantanés. Cette demande devra être dûment argumentée et comporter une preuve d'accord du gestionnaire de réseau. L'inspection instruira cette demande dans le cadre des différents porter à connaissance en cours d'instruction pour la refonte de l'arrêté préfectoral prévue sur l'année 2026.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 6 mois